

Reporter disparu à Tahiti: pourquoi je crois au meurtre

Par Rue89 13H30 19/01/2008

Longtemps convaincu par la thèse du suicide, l'avocat de JPK, Me des Arcis, explique à Rue89 pourquoi il a changé d'avis.

"JPK" était son ami, mais pendant des années, il n'a pas voulu croire à son assassinat. Du moins publiquement. Le 19 juin dernier, lorsque le juge lui pose la question, il répond encore: "Jusqu'à présent, j'étais persuadé qu'il s'agissait d'un suicide." Mais "après avoir consulté le dossier", l'avocat Jean-Dominique des Arcis a radicalement changé d'avis sur le sort de Jean-Philippe Couraud, journaliste disparu en 1997. Il se dit aujourd'hui convaincu qu'il a été tué.

Lors d'un récent passage à Paris, cet avocat installé à Tahiti s'est confié à Rue89. Avec des certitudes -la Polynésie a financé la campagne de Jacques Chirac- et des doutes -sur le compte bancaire japonais du même Chirac-, il raconte un archipel corrompu et entièrement soumis à la volonté de l'ancien président du gouvernement de Polynésie, Gaston Flosse.

Conseil d'ami: "Ne t'approche pas de Chirac, sinon tu es mort"

A 64 ans, Jean-Dominique des Arcis prétend avoir beaucoup de "trous de mémoire". Les noms, les chiffres, les visages... Il en a tellement vu depuis vingt ans qu'il fréquente les contre-allées du pouvoir polynésien.

La thèse du suicide de JPK n'est pas sans arguments: juste avant sa disparition, JPK était déprimé, sa femme le trompait. Celle-ci a retrouvé une note: "Quoique je fasse, où que j'aille, je continuerai de t'aimer." Selon les enquêteurs, le journaliste est parti avec des somnifères et ses palmes.

Seconde piste à laquelle s'intéresse l'enquête: le crime passionnel. La femme de JPK et son amant ont mis dix ans avant d'admettre, au cours d'une garde à vue, avoir eu à l'époque une relation.

Mais **la famille du journaliste** croit, elle, à la piste politique. En cette drôle d'année 1997, les pressions étaient fortes, tant sur JPK que sur Me des Arcis, qui travaillaient souvent ensemble.

En mars, Gaston Flosse crée le GIP (Groupe d'intervention de Polynésie), sorte de service d'ordre doublé d'une cellule de renseignements dirigée par un duo d'anciens de la DGSE. En juin 1997, le cabinet de des Arcis est cambriolé par une équipe qui emporte son disque dur et 60 kilos de documentation. Le tout sera finalement retrouvé dans les locaux de la présidence polynésienne... JPK et des Arcis, les deux opposants, sont filés, écoutés, surveillés.

La pression monte. Avertissements, menaces de mort, balles et petits cercueils reçus au courrier. A tel point que, lors d'un passage à Paris, un confrère attentionné, proche de Jacques Foccart, lui livre un vrai conseil d'ami: "Ne t'approche pas de Chirac, sinon, tu es mort." Puis l'orage passe, jusqu'au 15 décembre 1997:

Une disparition sans traces et sans mobile

Jusqu'au 15 décembre 1997, Me des Arcis fut donc l'avocat et l'ami de JPK l'ancien rédacteur en chef des Nouvelles de Tahiti licencié lors du rachat du titre par le groupe Hersant. Les deux hommes ont en commun les combats politiques menés contre le tout-puissant Flosse. Pour le faire tomber, ils creusaient, ensemble, quelques affaires politico-financières.

A force de chercher, l'avocat et le journaliste finissent par avoir la certitude que Flosse avait largement financé la campagne électorale de Jacques Chirac en 1995.

En février dernier, le frère de JPK, Philippe Couraud rencontre Me des Arcis dans un café. Ce dernier, **racontera Couraud**, lui aurait alors affirmé qu'il a été en possession d'informations relatives à des transferts de fonds de Polynésie française vers un compte ouvert au Japon au nom Jacques Chirac.

L'avocat dément avoir prononcé le mot "Japon". Et se fait bien plus prudent. "Si on retient l'hypothèse de l'enlèvement, alors la question du financement politique peut être évoquée...":

Dernier épisode en date de l'instruction menée à Tahiti: le dossier Clearstream. Les deux juges parisiens en charge de cette affaire ont accepté de transmettre à leur homologue de Papeete les scellés des archives du général Rondot consacrés à l'enquête de la DGSE sur un compte japonais à la Tokyo Sowa Bank. Des scellés qui n'ont pas encore livré tous leurs secrets.

Interrogé par le journal **Le Monde**, le sénateur Gaston Flosse dément toute implication:

"Il n'y a jamais eu de précisions sur ces mouvements de fonds, juste des on -dit. Jamais je n'ai mis le moindre centime dans une banque pour le compte de Jacques Chirac."

Il se déclare "à la disposition de la justice" si elle souhaite l'interroger.

Pascal Riché et David Servenay